

[LGV Paca : le préfet du Var interrompt la concertation dans son département](#)

Le préfet du Var, Paul Mourier, a annoncé vendredi matin qu'il interrompait dans son département la concertation sur le projet de ligne à grande vitesse (LGV) Provence Alpes-Côte d'Azur face aux "troubles et aux remous" constatés lors des réunions.

"La concertation ne rime pas avec obstruction, c'est la raison pour laquelle je prends la décision de l'arrêt de la concertation dans le Var", a déclaré à la presse M. Mourier.

Selon le représentant de l'Etat "les conditions ne sont plus réunies pour poursuivre l'exercice de démocratie locale. Il est impossible de poursuivre la concertation dans des conditions acceptables".

Au cours des derniers jours, deux réunions ont été interrompues. La première au Luc-en-Provence avec l'intervention d'agriculteurs et viticulteurs, qui ont retenu les représentants de Réseau Ferré de France (RFF), la deuxième à Sanary où plus de deux cents personnes ont perturbé les débats.

M. Mourier a précisé que "sur les 25 réunions prévues, 20 avaient pu être tenues". Il a annoncé que lors de la réunion régionale de conclusion le 22 décembre, il exprimera la synthèse de l'expression du Var face au projet.

"Je retiens à ce stade vu le territoire très contraint, à la fois dans sa dimension agricole et viticole mais aussi urbaine et environnementale, qu'il est fort difficile de présenter des tracés sans solutions techniques précises. Il m'apparaît nécessaire de poursuivre des études poussées à chaque hypothèse de tracé", a précisé M. Mourier.

Pour lui "il est impossible d'exprimer une préférence tant qu'on ne sait pas comment la LGV va s'inscrire dans le territoire. Vu les enjeux du territoire il faut être très précis".

"Je n'ai pas entendu un non massif à la LGV. J'ai entendu un non massif sur les tracés et sur les conditions techniques des passages", a encore dit M. Mourier.

Le débat sur le tracé de la future LGV butte sur la localisation de la future gare de Toulon. C'est à l'implantation de cette gare qu'agriculteurs, viticulteurs et habitants s'opposent depuis des mois.

Une délégation de viticulteurs varois sera reçue mercredi après-midi à Paris par le ministre des Transports, Thierry Mariani.

La LGV, selon RFF, l'un des co-financeurs du projet avec les collectivités locales, l'Etat, la principauté de Monaco et l'Union européenne, a pour objectif de "constituer l'arc méditerranéen Barcelone-Marseille-Gênes" et mettra Paris à 4 heures de Nice (contre près de 5H40 actuellement).